

« Il faut arrêter la croissance des pays riches pour favoriser le développement durable. »

L'envie d'y trop mettre rompt le sac.

M. de Cervantès, *Don Quichotte*, II, XIII, 1615

« Le paradoxe du monde où nous vivons, c'est donc que la maldistribution des richesses provoque simultanément le gaspillage sur les deux pôles de la société. Les riches surconsomment et drainent de cette façon la grande majorité des ressources disponibles (...). Les pauvres sous-consomment et, acculés par leur misère, ils surutilisent les rares ressources auxquelles ils ont accès. » La résolution de ce paradoxe, mis en lumière par I. Sachs, promoteur de l'éco-développement, conseiller spécial du Secrétaire général de la CNUCED lors de la conférence de Rio en 1992, dans un entretien accordé à *Natures Sciences Sociétés* (n° 2-3, 1994), passe pour certains par l'arrêt pur et simple de la croissance dans les pays riches. Le développement durable serait à ce prix. Pour d'autres, dont fait partie I. Sachs, « le conflit de plus en plus dramatique entre croissance et état de la nature peut se résoudre autrement que par l'arrêt de la croissance ». Le développement durable est-il compatible avec la poursuite de cette croissance ? Comment envisager un arrêt volontaire de la croissance alors même que les besoins vitaux d'une grande partie de l'humanité ne sont pas satisfaits (y compris dans les pays riches) ?

Les partisans d'un arrêt de la croissance s'appuient en grande partie sur les travaux du club de Rome, association à but non lucratif de droit suisse créée en

avril 1968 à l'initiative de l'industriel italien A. Peccei. Ce club conduit des réflexions sur l'opposition entre les logiques économiques, démographiques et écologiques. La polémique naît avec la publication, en 1972, par le Massachusetts Institute of Technology, du premier rapport remis au club de Rome : le rapport dit « Meadows », réalisé par D. H. Meadows, D. L. Meadows, R. Jørgen et W. W. Behrens III et intitulé *The Limits of Growth* (*Halte à la croissance ?*). Les auteurs y montrent, à partir d'un modèle à cinq paramètres (population, production alimentaire, industrialisation, pollution et exploitation des ressources naturelles non renouvelables) qu'une augmentation exponentielle de la population conduit, par l'augmentation de la consommation, à une croissance économique exponentielle et à des pollutions de plus en plus intenses entraînant finalement, dans un monde fini, une crise environnementale majeure. La croissance exponentielle aboutit, quel que soit le scénario retenu, à l'effondrement du système mondial. Pour sortir de l'impasse, les auteurs préconisent l'arrêt immédiat de la croissance dans les pays riches et la poursuite, pendant un certain temps, de la croissance dans les pays pauvres. « La population et le capital sont les seules grandeurs qui doivent rester constantes dans un monde en équilibre », peut-on lire dans ce rapport.

Cette conclusion n'est pas sans rappeler la thèse de l'« état stationnaire » développée, au début du XIX^e siècle, par les économistes libéraux classiques (A. Smith, D. Ricardo, T. R. Malthus, J. S. Mill). Selon eux, une augmentation de la population est censée se traduire, à plus ou moins long terme, par un arrêt involontaire des croissances économique et démographique. Du fait des rendements décroissants dans l'agriculture,

les dernières terres cultivées sont de plus en plus médiocres, ce qui conduit progressivement, avec l'augmentation de la population, à la disparition des profits et donc de la croissance économique (et par là-même, de l'arrêt de l'expansion démographique en raison des quantités limitées de nourriture disponible). J. S. Mill indique d'ailleurs, dans *Principes d'économie politique* (1848), que l'état stationnaire (non croissance de la population et du capital) n'implique pas forcément la dégradation du bien-être humain. À l'état stationnaire, il peut toujours y avoir par exemple, une diminution du temps de travail ou une amélioration générale de l'« art de vivre ». Dans cet esprit, le rapport Meadows établit la liste des activités qui pourraient ainsi se développer si l'on arrêtait volontairement la croissance des pays riches : « éducation, art, religion, recherche fondamentale, sports et relations humaines ». M. Mesarovic et E. Pestel, auteurs de *Stratégie pour demain*, deuxième rapport remis au club de Rome en 1974, confirment et complètent les conclusions du rapport Meadows. Dans le même temps, des réflexions sont menées sur les modalités pratiques de la décroissance. H. Daly, dans la revue *Ecological Economics* (n° 2, 1990), par exemple, conçoit le développement durable lui-même comme un processus conduisant à l'« état stationnaire ».

Précisément, le développement durable implique-t-il une « croissance zéro » ? La logique économique est-elle à ce point inconciliable avec la logique environnementale ? Avec le développement durable, répond I. Sachs, « on ne poursuit pas la croissance économique en tant qu'objectif. On se sert de la croissance économique pour promouvoir le développement ». Dans cet esprit, le rapport Brundtland, remis à

l'ONU en 1987, prend le contre-pied des travaux du club de Rome. L'idée d'un état stationnaire y est rejetée avec force, même s'il est recommandé aux pays en développement de « ralentir rapidement leur croissance démographique » et d'adopter d'autres modes de consommation que ceux en vigueur dans les pays industrialisés. Pour le reste, ce n'est pas un arrêt mais une reprise de la croissance économique qui est souhaitée. « Étant donné la croissance démographique actuelle, il faut donc viser une croissance annuelle d'environ 5 % dans les pays en développement d'Asie, de 5,5 % en Amérique latine et de 6 % en Afrique et en Asie occidentale ». Mais le rapport précise également que « le développement soutenable, c'est autre chose qu'une simple croissance. Il faut en effet modifier le contenu même de cette croissance, faire en sorte qu'elle engloutisse moins de matières premières et d'énergie et que ses fruits soient répartis plus équitablement. » La conférence sur l'environnement et le développement de Rio, tenue en 1992, précise et affine cette approche d'une croissance plus équitable et plus respectueuse de l'environnement. La déclaration qui en est issue tente de montrer en 27 « principes », que les logiques économiques, sociales et environnementales sont largement conciliables et que le développement durable n'implique en rien un quelconque état stationnaire (volontaire ou non).

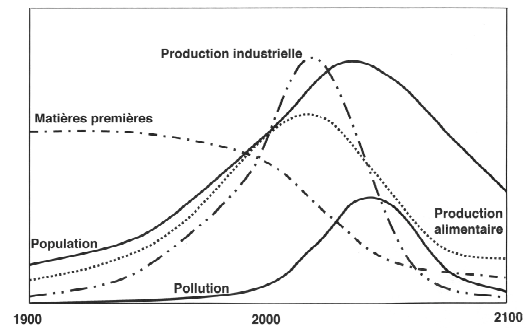
Concrètement, depuis Rio, ce n'est pas une mais des transitions vers le développement durable qui ont été entamées, tant les expériences et les chemins suivis sont divers et nombreux. Partout dans le monde, des initiatives voient le jour sans qu'il soit possible de les recenser toutes : modes de production moins polluants, écoresponsabilité, codes de bonnes conduites, fonds éthiques, subventions ciblées, normes et labels,

politiques intégrées de production, fiscalité sur l'environnement et l'utilisation des ressources, principe « pollueur-payeur », énergies renouvelables, lutte contre les gaspillages, recyclages systématiques, puits à carbone, etc. Ces évolutions plurielles réduisent progressivement la pression que fait peser la croissance économique sur l'environnement et montrent, par là-même, que la logique économique peut être conciliée avec la logique environnementale. La forte croissance de l'Union européenne des années quatre-vingt-dix, par exemple, ne s'est pas traduite par une augmentation démesurée de la consommation d'énergie fossile. D'une manière générale, les pays industrialisés connaissent, depuis une vingtaine d'années, une évolution structurelle de leur système productif « les industries traditionnelles grosses consommatrices de matières premières et d'énergie – fonderies, aciéries et raffineries de pétrole – cédant le pas devant les secteurs de l'électronique et de l'électricité, des télécommunications, de l'informatique et de la chimie avancée » (d'après le Conseil économique et social de l'ONU, *Mise en œuvre d'Action 21*, 19 décembre 2001). L'exploration de nouvelles pistes comme le paiement d'un « loyer » (ceux qui utilisent des ressources naturelles devraient payer un loyer à la société), ou la définition de « rendements durables maxima » (seuil de production à ne pas dépasser pour préserver le stock de ressources naturelles) indiquent que toutes les voies du développement durable n'ont pas encore été exploitées.

Aujourd'hui, le passage aux actes depuis la conférence de Rio de 1992, même s'il reste encore balbutiant, a néanmoins contribué à faire émerger de nouvelles certitudes ; à la question : « Faut-il arrêter la croissance des pays riches ? », la réponse est désormais : « Non ». Mais à la question : « Faut-il

poursuivre la croissance des pays riches ? », la réponse est : « Oui, mais autrement... ». Poursuivre la croissance à condition de lui donner les qualités requises pour le développement durable, à savoir l'équité et le respect de l'environnement. Toutefois, en termes de certitudes, il convient de rester prudent car comme le rappelle R. H. Tawney dans *Religion and the Rise of Capitalism* (*Religion et croissance du capitalisme*), publié en 1938 : « Les certitudes d'une époque sont les problèmes de la suivante ».

Prévisions du rapport Meadows (1972)



Source : D. H. Meadows, D. L. Meadows, R. Jørgen, W. W. Behrens III, *Halte à la croissance ?*, trad. française, Fayard, 1972.